

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

DASSAULT AVIATION

Société anonyme au capital de 81.007.176 euros, cotée et immatriculée en France
Siège social : 9, rond-point des Champs-Élysées-Marcel Dassault, 75008 Paris
712 042 456 R.C.S. Paris
Siret : 712 042 456 00111.

Documents comptables annuels

A. - Comptes consolidés au 31 décembre 2006.

I. - Bilan au 31 décembre 2006.

(En milliers d'euros.)

Actif	Éléments de l'annexe	31/12/2006	31/12/2005
Actifs non courants :			
Écarts d'acquisition	3	14 366	14 366
Immobilisations incorporelles	4	70 356	47 775
Immobilisations corporelles	4	420 491	393 784
Titres mis en équivalence	5	4 589	4 961
Titres disponibles à la vente	5	2 801 259	2 165 400
Autres actifs financiers	5	28 911	29 324
Impôts différés actifs	21	6 394	4 111
Total actifs non courants		3 346 366	2 659 721
Actifs courants :			
Stocks et en-cours	6	2 820 859	2 483 860
Créances clients et autres créances	7	443 547	620 337
Avances et acomptes versés s/ commandes		106 201	120 674
Instruments de couverture	24	526 530	433 474
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	1 183 914	1 514 230
Total actifs courants		5 081 051	5 172 575
Total actif		8 427 417	7 832 296

Passif	Éléments de l'annexe	31/12/2006	31/12/2005
Capital et réserves :			
Capital	9	81 007	81 007
Réserves		2 234 582	2 078 137
Réserves d'évaluation des instruments financiers		860 450	739 072
Résultat de l'exercice (part du groupe)		281 224	304 720
Capitaux propres - part groupe		3 457 263	3 202 936
Capitaux propres - minoritaires		88	91
Total capitaux propres		3 457 351	3 203 027
Passifs non courants :			

Emprunts et dettes financières à plus d'un an	11	211 853	206 976
Provisions non courantes	12	3 014	12 545
Impôts différés passifs	21	163 210	137 489
Total passifs non courants		378 077	357 010
Passifs courants :			
Dettes fournisseurs et diverses	13	794 276	805 530
Dettes fiscales et sociales	13	250 656	256 094
Avances et acomptes reçus sur commandes en-cours	14	2 902 993	2 682 349
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	11	90 645	30 952
Provisions courantes	12	553 419	497 334
Total passifs courants		4 591 989	4 272 259
Total passif		8 427 417	7 832 296

II. - Compte de résultat.

(En milliers d'euros.)

	Éléments de l'annexe	2006	2005
Chiffre d'affaires	15	3 302 246	3 428 069
Autres produits de l'activité	16	48 740	17 164
Produits des activités ordinaires		3 350 986	3 445 233
Variation des stocks de produits en-cours et de produits finis		374 092	-234 251
Achats consommés		-2 226 211	-1 769 634
Charges de personnel (1)		-928 353	-903 865
Impôts et taxes		-52 180	-53 076
Dotations aux amortissements	4	-64 513	-58 977
Dotations aux provisions	12	-586 208	-496 916
Reprises de provisions	12	505 049	469 882
Autres produits et charges d'exploitation	17	-937	13 206
Résultat opérationnel courant		371 725	411 602
Autres produits et charges non courants	19	0	0
Résultat opérationnel		371 725	411 602
Résultat financier	20	44 873	30 624
Quote-part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence	5	152	111
Impôts sur les résultats	21	-135 513	-137 609
Résultat net (2)		281 237	304 728
Dont part du groupe		281 224	304 720
Dont intérêts minoritaires		13	8
Résultat par action en euros (de base)	22	27,8	30,1
Résultat par action en euros (dilué)	22	27,8	30,1
(1) Intéressement et participation inclus dans les charges de personnel		-91 024	-101 181
(2) Le résultat net est intégralement attribuable au résultat des activités poursuivies (pas d'abandon d'activités).			

III. - Tableau des flux de trésorerie.

(En milliers d'euros.)

	31/12/2006	31/12/2005
Résultat net	281 237	304 728
Annulation des résultats des sociétés mises en équivalence, nets des dividendes reçus	-152	-111
Annulation des résultats sur cessions d'actifs immobilisés	1 003	76
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	135 513	137 609
Montant net des dotations et reprises aux comptes d'amortissements et de provisions (à l'exclusion de celles liées au besoin en fonds de roulement)	118 057	97 180
Capacité d'autofinancement avant impôt (A)	535 658	539 482
Impôts versés (B)	-145 047	-135 898
Variation des stocks et en-cours (valeur nette)	-336 999	186 424
Variation des avances et acomptes versés	14 473	-25 280
Variation des créances clients et autres créances (valeur nette)	176 790	191 317
Variation des primes sur couverture de change	1 411	-1 411
Variation des avances et acomptes reçus	220 644	-67 176
Variation des dettes fournisseurs et diverses	-11 254	209 398
Variation des dettes fiscales et sociales	-5 438	17 952
Reclassements et retraitements de consolidation (2)	-23 452	-240 035
Augmentation (-) ou diminution (+) du besoin de fonds de roulement (C)	36 175	271 189
Flux de trésorerie net provenant des opérations d'exploitation (D=A+B+C)	426 786	674 773
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-146 104	-87 428
Acquisition d'immobilisations financières	-1 112	-2 384
Cessions ou réductions d'actifs immobilisés	23 264	21 220
Dividendes reçus des sociétés en équivalence	0	0
Trésorerie nette sur acquisitions et cessions de filiales	0	0
Flux de trésorerie net provenant des opérations d'investissement (E)	-123 952	-68 592
Variation des valeurs mobilières de placement disponibles à la vente (au coût historique) (3)	-550 985	-40 297
Augmentation de capital	0	0
Variation des autres fonds propres	0	0
Augmentation des dettes financières	93 273	83 986
Remboursement des dettes financières	-86 437	-73 698
Dividendes versés au cours de l'exercice	-100 246	-77 970
Flux de trésorerie net provenant des opérations de financement (F)	-644 395	-107 979
Variation de la trésorerie nette (D+E+F)	-341 561	498 202
Trésorerie nette à l'ouverture (1)	1 514 230	958 753
Variation de la trésorerie nette (3)	-341 561	498 202
Variations de taux de change	-46 496	57 275
Trésorerie nette à la clôture (1)	1 126 173	1 514 230

(1) La trésorerie nette est détaillée dans l'élément 8 de l'annexe. Les équivalents de trésorerie (valeurs mobilières de placement) y contribuent pour leur valeur de marché.

(2) 23 452 liés au reclassement en impôt différé actif de la variation de l'impôt payé d'avance sur les plus-values de valeurs mobilières de placement.

(3) En 2006, le groupe a décidé de placer une partie de sa trésorerie et équivalents de trésorerie en valeurs mobilières de placement disponibles à la vente.

IV. - Tableau de variation des capitaux propres.

La variation des capitaux propres est détaillée dans le tableau ci-après, où :

- la rubrique "capital" reprend le capital social de la société mère, Dassault Aviation ;
- la rubrique "réserves liées au capital" regroupe les primes d'émission, d'apport et de fusion ;
- la rubrique "réserves et résultats consolidés" inclut le résultat net de l'exercice, ainsi que les réserves légales ;

— la rubrique "écart de change" enregistre les écarts de change provenant de la conversion des états financiers des filiales hors zone euro ;
 — la rubrique "réserves d'évaluation des instruments financiers" met en évidence les résultats enregistrés directement en capitaux propres. Ces résultats sont générés pour le groupe par les variations nettes d'impôts de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente ainsi que celles des instruments de couverture de change.

La réévaluation des instruments financiers est détaillée en annexe :

- élément 5 pour les actifs financiers disponibles à la vente ;
- élément 24 pour les instruments de couverture de change.

(En milliers d' euros)	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Écart de change	Réserves d'évaluation des instruments financiers	Total part groupe	Minoritaires	Total
Au 1 ^{er} janvier 2005 retraité (1)	81 007	19 579	2 188 118	-109 408	857 190	3 036 486	82	3 036 568
Mouvements 2005 :								
Dividendes versés			-77 970			-77 970		-77 970
Résultat de l'exercice			304 720			304 720	8	304 728
Variation de l'écart de conversion				57 818		57 818		57 818
Écarts de réévaluation à la juste valeur								
- Actifs financiers disponibles à la vente					75 857	75 857		75 857
- Instruments de couverture					-276 359	-276 359		-276 359
Impôts différés relatifs à ces écarts					82 384	82 384		82 384
Résultat enregistré directement en capitaux propres					-118 118	-118 118	0	-118 118
Autres mouvements						0	1	1
Au 31 décembre 2005	81 007	19 579	2 414 868	-51 590	739 072	3 202 936	91	3 203 027
Mouvements 2006 :								
Dividendes versés			-100 246			-100 246		-100 246
Résultat de l'exercice			281 224			281 224	13	281 237
Variation de l'écart de conversion				-48 029		-48 029		-48 029
Écarts de réévaluation à la juste valeur								
- Actifs financiers disponibles à la vente (2)					85 578	85 578		85 578
- Instruments de couverture					94 467	94 467		94 467
Impôts différés relatifs à ces écarts					-58 667	-58 667		-58 667
Résultat enregistré directement en capitaux propres					121 378	121 378	0	121 378
Autres mouvements						0	-16	-16
Au 31 décembre 2006	81 007	19 579	2 595 846	-99 619	860 450	3 457 263	88	3 457 351

(1) Après première application de la norme IAS 39 au 1^{er} janvier 2005.

(2) Variation de juste valeur des titres disponibles à la vente : 85 578 (dont 17 099 pour Embraer).

En date du 14 février 2007, le conseil d'administration a arrêté les états financiers consolidés du groupe pour l'année 2006 et en a autorisé la publication.

V. - Annexe aux comptes consolidés.

Élément 1. - Principes comptables.

A. - Principes généraux.

Conformité aux normes comptables. - Le groupe Dassault Aviation établit ses comptes consolidés en conformité avec les normes IFRS (International Financial Reporting Standards), en vigueur au 31 décembre 2006 telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Ils n'intègrent pas les éventuels impacts des normes et interprétations publiées au 31 décembre 2006, mais dont l'application n'est obligatoire qu'à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2007.

Présentation des comptes consolidés. - Le bilan consolidé est présenté sous la forme Courant / Non Courant. Sont considérés comme courants les actifs et passifs directement liés au cycle d'exploitation, à l'exception de la provision Casa et de la part à plus d'un an des dettes financières, qui sont classées en passifs non courants.

Le compte de résultat consolidé est présenté par nature.

B. - Principes et méthodes de consolidation.

B1. Choix des sociétés et méthodes de consolidation. - Participation dans les filiales : les sociétés contrôlées directement ou indirectement de manière exclusive sont consolidées par intégration globale si leur importance relative le justifie.

Participation dans les entreprises associées : les sociétés dans lesquelles Dassault Aviation exerce directement ou indirectement une influence notable sont consolidées par mise en équivalence si leur importance relative le justifie.

En 2005 et 2006, le groupe n'a pas de participations significatives de ce type.

Participation dans les coentreprises : les sociétés dans lesquelles Dassault Aviation partage le contrôle avec d'autres parties sont consolidées par intégration proportionnelle si leur importance relative le justifie.

En 2005 et 2006, le groupe n'a pas de participations significatives de ce type.

Seuils de consolidation pour les sociétés contrôlées ou dans lesquelles le groupe a une influence notable : au-delà de ce facteur d'importance relative, une société n'est incluse dans la consolidation que si tous les critères suivants sont remplis :

- total du bilan supérieur à 2 % de celui du groupe ;
- chiffre d'affaires supérieur à 2 % de celui du groupe ;
- montant des capitaux propres supérieur à 3 % de ceux du groupe.

Une exception pourrait être faite à ce principe si une société avait une importance stratégique pour le groupe, ce qui n'est pas le cas en 2005 et 2006.

Élimination des opérations internes au groupe : toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées, ainsi que les résultats internes non réalisés, compris dans l'actif immobilisé, dans les stocks et les en-cours des sociétés consolidées.

B2. Dates de clôture. - Toutes les sociétés consolidées clôturent leur exercice social au 31 décembre.

B3. Conversion des comptes annuels des filiales hors zone euro. - Les comptes annuels des filiales hors zone euro sont convertis en euros de la manière suivante :

- actifs et passifs au cours de clôture ;
- compte de résultat au taux moyen.

La différence de conversion est incluse dans les capitaux propres et n'affecte pas le résultat.

C. - Principes d'évaluation.

C1. Écarts d'acquisition (IFRS 3). - Dassault Aviation a choisi de ne pas retraiter de façon rétrospective les écarts d'acquisition antérieurs au 1^{er} janvier 2004. En conséquence, les écarts d'acquisition à cette date correspondent à la valeur nette des amortissements antérieurement pratiqués.

Depuis le 1^{er} janvier 2004, en conformité avec la norme IFRS 3, les écarts d'acquisition ne sont plus amortis. Ils font l'objet de tests de perte de valeur à chaque clôture annuelle ainsi qu'à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur.

C2. Principes de comptabilisation et d'amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (IAS 16 et 38). - Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Les frais financiers ne sont pas immobilisés. Chacun des composants identifiés d'une immobilisation fait l'objet d'une comptabilisation et d'amortissements séparés. L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sans déduction d'une valeur résiduelle, à l'exception des avions.

Les durées d'amortissement retenues sont fonction des durées d'utilité estimées des actifs. Ces dernières sont revues à chaque arrêté pour les actifs immobilisés significatifs.

La durée d'utilité initiale est prolongée ou réduite si les conditions d'utilisation du bien le justifient.

Les frais de développement sont activés s'ils satisfont trois critères déterminants pour le groupe : faisabilité technique, faisabilité économique et fiabilité de l'information relative au coût.

Ils doivent tous être remplis pour que les dépenses d'un programme soient immobilisables.

L'immobilisation devra dégager de façon probable des avantages économiques futurs clairement identifiables et attribuables à un produit spécifique.

Ils sont amortis en fonction du nombre d'avions livrés dans l'année, rapporté à une estimation du nombre d'avions à livrer au titre du programme (y compris ceux de l'année).

C3. Durées d'utilité. - Les durées d'utilité s'établissent comme suit :

Logiciels	3-4 ans
Frais de développement	fonction du nombre d'unités à produire
Bâtiments industriels	25-30 ans
Immeubles de bureau	25-35 ans
Agencements et aménagements	7-15 ans
Installations techniques, matériel et outillage	3-15 ans
Avions	9-15 ans
Matériel roulant	4-5 ans
Autres immobilisations corporelles	3-8 ans
Biens d'occasion	au cas par cas

C4. Décomptabilisation des immobilisations incorporelles et corporelles. - Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation d'un actif (résultat de la différence entre le produit net de cession et la valeur comptable de cet actif) est inclus dans le compte de résultat l'année de sa sortie.

C5. Perte de valeur et valeur recouvrable des actifs non courants. - Le groupe apprécie lors de chaque rapport financier au sens IFRS (IAS 34) s'il existe un indice de perte de valeur et effectue un test de dépréciation à chaque clôture annuelle ou dès qu'un indice de perte de valeur est détecté lors d'un rapport financier intermédiaire.

Il déprécie la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles (y compris les écarts d'acquisition) d'une unité génératrice de trésorerie lorsque la valeur nette comptable de ses actifs est supérieure à sa valeur recouvrable.

Chaque société du périmètre de consolidation constitue une unité génératrice de trésorerie car c'est le plus petit ensemble ayant des entrées de trésorerie indépendantes et cernables.

La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie correspond, en l'absence de valeur de marché, à sa valeur d'utilité après impôts, calculée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, avec un taux d'actualisation après impôts de 8,3 % (idem 31/12/2005) et un taux de croissance de 2 % (idem 31/12/2005).

Le taux d'actualisation retenu intègre les taux en vigueur dans le secteur aéronautique.

Les flux après impôts sont projetés sur une période de cinq ans.

Le montant de la dépréciation est égal à l'écart constaté entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable.

C6. Contrats de location financement. - Lorsque le groupe finance l'acquisition d'une immobilisation corporelle significative par un contrat de type "crédit-bail", sa valeur est portée en immobilisation et amortie selon le mode et la durée décrits ci-dessus. L'endettement correspondant figure au passif.

C7. Titres et autres actifs financiers non courants. - Ils sont initialement comptabilisés à la juste valeur qui correspond au prix payé augmenté des coûts d'acquisition.

Ils relèvent de deux catégories :

C7.1. Prêts et créances : ils se composent principalement de dépôts de garantie et de prêts accordés au personnel dans le cadre du prêt logement.

Les prêts sont comptabilisés au coût amorti (coût historique diminué des remboursements). Les autres actifs sont comptabilisés à leur valeur historique.

C7.2. Actifs disponibles à la vente : ils correspondent essentiellement à des placements de trésorerie sous forme de valeurs mobilières de placement et à des titres de participation non consolidés que le groupe n'a pas l'intention de céder à court terme. Ils sont inscrits dans le poste "titres disponibles à la vente". Ils sont comptabilisés à leur juste valeur. Les plus ou moins-values latentes nettes des impôts différés applicables sont constatées directement dans les capitaux propres (réserves d'évaluation des instruments financiers).

Pour les actifs cotés (valeurs mobilières et titres de participation), la juste valeur correspond au cours de marché à la date d'arrêté des comptes.

Pour les titres de participation non cotés, la juste valeur correspond à la quote-part de situation nette s'il n'y a pas de plus-value latente significative. Elle est calculée sur la base des états financiers les plus récents disponibles au moment de l'arrêté des comptes.

Dès que ces actifs sont vendus ou que leur valeur est définitivement altérée, la plus ou moins-value cumulée antérieurement constatée dans les capitaux propres est incluse dans les "autres produits et charges financiers" du résultat financier.

C8. Stocks et travaux en-cours. - Les articles entrant en stock de matières premières, produits intermédiaires ou produits finis sont évalués en coût d'acquisition pour les articles achetés et en coût de production pour les articles fabriqués. Les sorties de stocks sont valorisées au prix moyen pondéré, à l'exception des avions qui sont sortis à leur coût d'acquisition.

Les travaux en-cours sont évalués en coût de production.

Les frais financiers ne sont pas capitalisés dans la valorisation des stocks.

Les stocks et travaux en-cours sont dépréciés si leur valeur nette de réalisation est inférieure à leur valeur constatée dans les comptes. La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et la réalisation de la vente.

C9. Créances. - Les créances en devises sont converties en devises nationales sur la base du cours de clôture, les écarts constatés étant enregistrés en résultat opérationnel.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

C10. Trésorerie et équivalents de trésorerie. - Le poste trésorerie et équivalents de trésorerie, comptabilisée à l'actif du bilan, est constitué des disponibilités, des dépôts à vue et des équivalents de trésorerie.

Les équivalents de trésorerie sont des valeurs mobilières de placement répondant aux critères de la norme IAS 7 : placements à court terme, aisément convertibles en un montant connu de liquidités et non soumis à des risques significatifs de variation de valeur.

Elles sont initialement comptabilisées au coût d'acquisition, puis évaluées à leur juste valeur, correspondant, pour ces valeurs cotées, au cours de marché à la date d'arrêté des comptes. La variation de juste valeur est inscrite dans le résultat financier, en coût de l'endettement financier net.

Les produits ou charges nets de cession sont constatés dans le résultat financier, en coût de l'endettement financier net.

C11. Provisions pour risques et charges :

- coût des départs à la retraite et prestations assimilées : les engagements envers le personnel en matière de coût des départs à la retraite et des prestations assimilées (médailles du travail...) sont provisionnés pour les obligations restant à courir. Ils sont estimés pour l'ensemble du personnel sur la base des droits courus et d'une projection des salaires actuels, avec la prise en compte du risque de mortalité, de la rotation des effectifs, et d'une hypothèse d'actualisation.

Les écarts actuariels ou analysés comme tels sont intégralement comptabilisés en résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont constatés.

- autres provisions pour risques et charges : dans le cadre de ses activités, le groupe est amené à consentir à ses clients des garanties de fonctionnement sur les matériels livrés.

Des provisions pour risques sont constituées pour couvrir la quote-part de charges futures jugées probables au titre de ces engagements.

Ces provisions sont déterminées sur la base de dossiers techniques ou sur une base statistique.

C12. Dettes. - Les dettes en devises sont converties en devises nationales sur la base du cours de clôture, les écarts constatés étant enregistrés en résultat opérationnel.

C13. Actualisation des créances, dettes et provisions. - Le groupe n'ayant aucune créance ou dette significative avec différé de paiement important sans intérêt, il n'y a pas lieu de procéder à une actualisation de ces postes.

La provision relative au coût des départs à la retraite et prestations assimilées est actualisée suivant la norme IAS 19.

Les autres provisions sont évaluées, de fait, en valeur actuelle.

Conformément aux prescriptions des normes IFRS, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

C14. - Instruments financiers dérivés. - Le groupe utilise des instruments financiers dérivés pour se couvrir contre les risques de change liés à l'exploitation. Ces risques résultent essentiellement des ventes réalisées en dollar US. Les flux de trésorerie futurs correspondants sont partiellement couverts par des opérations de change à terme fermes ou optionnelles.

Lors de la comptabilisation initiale, les instruments dérivés sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition. Ils sont évalués par la suite à leur juste valeur calculée sur la base du prix du marché communiqué par les organismes financiers concernés.

Le groupe applique la comptabilisation de couverture pour ses opérations de change suivant les critères définis par la norme IAS 39 :

- les variations de juste valeur de l'instrument de couverture sont comptabilisées, nettes d'impôt, en capitaux propres, à l'exception des variations correspondant à la part non efficace de la couverture, s'il en existe, qui sont comptabilisées en résultat opérationnel,

- lorsque le flux de trésorerie est encaissé, le profit ou la perte lié à l'instrument de couverture est constaté en résultat opérationnel.

Si un instrument dérivé ne remplit pas les conditions requises pour la comptabilité de couverture, les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

C15. - Constatation du chiffre d'affaires et des résultats :

C15.1. Reconnaissance du chiffre d'affaires et résultat opérationnel : les produits des ventes de biens sont comptabilisés lors du transfert à l'acquéreur des risques et avantages de la propriété. En règle générale, il s'agit du transfert de propriété pour le groupe.

Les prestations de services sont constatées à l'avancement selon les étapes convenues au contrat.

Les résultats sont constatés au fur et à mesure de cet avancement s'ils peuvent être déterminés de façon fiable. Les éventuelles pertes à terminaison sont comptabilisées dès qu'elles sont connues.

C15.2. Résultat financier. - Le résultat financier est principalement constitué des plus ou moins-values latentes sur valeurs mobilières de placement équivalents de trésorerie, des produits de cession de valeurs mobilières de placement et de frais financiers divers, essentiellement ceux liés aux intérêts versés sur le compte courant de participation du personnel.

Les dividendes perçus sont comptabilisés lorsque le groupe - actionnaire - est en droit d'en percevoir le paiement.

C16. Imposition différée. - Les impôts différés sont calculés par société pour les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur valeur fiscale.

Dans le cadre des règles définies par la norme IAS 12, les actifs d'impôts ne sont constatés, société par société, que dans la mesure où les bénéfices futurs estimés sont suffisants pour couvrir ces actifs et où leur échéance n'est pas supérieure à dix ans.

Les éventuels impôts de distribution dus au titre des dividendes proposés par les filiales sont provisionnés.

Les retraitements liés aux contrats de location de financement donnent lieu à des impôts différés.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt locaux (et réglementations fiscales) qui ont été adoptés à la date de clôture.
Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres.
Les impôts différés actifs et passifs sont, pour la présentation au bilan, compensés par société.

D. - Information sectorielle.

Dassault Aviation retient un secteur d'activité, l'aéronautique, sans distinction géographique, pour l'information sectorielle prévue par les normes IFRS. En effet, Dassault Aviation considère que ses produits militaires et civils présentent des caractéristiques comparables en matière de :

- conception, développement, fabrication et maintenance ;
 - vente et distribution ;
 - politique d'établissement des prix de vente qui conduit à des performances économiques proches ;
- et que leur marché ne présente pas de caractéristiques géographiques particulières.

Élément 2. - Périmètre de consolidation.

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la société Dassault Aviation et des filiales suivantes :

Nom	Pays	% Intérêts des capitaux propres (identique à % contrôle)	
		31/12/2006	31/12/2005
Consolidées par intégration globale :			
Dassault Aviation	France	Consolidante	Consolidante
Dassault Falcon Jet	États-Unis	100	100
Dassault Falcon Service	France	100	100
Dassault Procurement Services	États-Unis	100	100
Sogitec Industries	France	100	100
Consolidées par mise en équivalence :			
Dassault International Inc. (USA)	États-Unis	100	100

Élément 3. - Écarts d'acquisition.

(En milliers d'euros)	31/12/2005	Autres mouvements	Acquisitions	Cessions	31/12/2006
Dassault Falcon Service	3 702	0	0	0	3 702
Dassault Procurement Services	5 887	0	0	0	5 887
Sogitec Industries	4 777	0	0	0	4 777
Total des écarts d'acquisition (1)	14 366	0	0	0	14 366

(1) Acquis dans le cadre de regroupement d'entreprises.

Élément 4. - Immobilisations incorporelles et corporelles.

(En milliers d'euros)	31/12/2005	Autres mouvements	Acquisitions dotations	Cessions reprises	31/12/2006
Immobilisations incorporelles :					
Valeur brute :					
Coûts de développement	95 680	0	31 200	0	126 880
Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires	73 034	-248	3 592	-1 034	75 344
Immobilisations en-cours ; avances et acomptes	562	-78	1 030	0	1 514
	169 276	-326	35 822	-1 034	203 738
Amortissements :					
Coûts de développement	-55 780	0	-9 800	0	-65 580
Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires	-65 721	326	-3 441	1 034	-67 802

Valeur nette :	-121 501	326	-13 241	1 034	-133 382
Coûts de développement	39 900				61 300
Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires	7 313				7 542
Immobilisations en-cours ; avances et acomptes	562				1 514
Total	47 775	0	22 581	0	70 356

Coûts de développement : dans le cadre de l'application de la norme IAS 38 sur les coûts de développement, le groupe détermine la part du développement de ses programmes qui répond aux critères de capitalisation. Ces critères sont au nombre de trois : faisabilité technique, faisabilité économique et fiabilité de l'information relative au coût. Ils doivent tous être remplis pour que les dépenses d'un programme soient immobilisables. L'immobilisation devra dégager de façon probable des avantages économiques futurs clairement identifiables et attribuables à un produit spécifique.

En pratique pour le groupe :

- le critère technique est rempli lorsque le délai de validation des résultats après le premier vol est écoulé sans que le projet n'ait été remis en cause ;
- le critère économique et commercial est validé par les prises de commande ou options obtenues le jour où le critère technique est réputé satisfait ;
- le critère de fiabilité de l'information financière est rempli sur les programmes importants car le système d'information permet de distinguer les phases de recherche et de développement. Si la distinction ne peut être faite, comme c'est le cas sur des petits développements (par exemple : modification, amélioration,...), les coûts ne sont pas immobilisés.

Les immobilisations sont valorisées au coût de production. Elles sont amorties sur une évaluation des unités à produire.

(En milliers d'euros)	31/12/2005	Autres mouvements	Acquisitions dotations	Cessions reprises	31/12/2006
Immobilisations corporelles:					
Valeur brute :					
Terrains	24 530	506	595	-59	25 572
Constructions	306 976	746	15 771	-1 887	321 606
Location financement (constructions)	3 150	0	0	0	3 150
Installations techniques, matériel et outillage	488 524	-5 833	29 409	-25 570	486 530
Autres immobilisations corporelles	178 715	-3 218	56 146	-25 812	205 831
Immobilisations en-cours ; avances et acomptes	9 430	-6 869	8 361	-2 211	8 711
	1 011 325	-14 668	110 282	-55 539	1 051 400
Amortissements :					
Terrains	-3 095	0	-368	56	-3 407
Constructions	-130 446	-562	-15 760	1 817	-144 951
Location financement (constructions)	-2 234	0	-158	0	-2 392
Installations techniques, matériel et outillage	-389 353	4 607	-24 630	24 406	-384 970
Autres immobilisations corporelles	-92 413	983	-10 357	6 598	-95 189
	-617 541	5 028	-51 273	32 877	-630 909
Valeur nette :					
Terrains	21 435				22 165
Constructions	176 530				176 655
Location financement (constructions)	916				758
Installations techniques, matériel et outillage	99 171				101 560
Autres immobilisations corporelles	86 302				110 642
Immobilisations en-cours ; avances et acomptes	9 430				8 711
Total	393 784	-9 640	59 009	-22 662	420 491

Tests de dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles : le groupe apprécie lors de chaque rapport financier au sens IFRS (IAS 34) s'il existe un indice de perte de valeur et effectue un test de dépréciation à chaque clôture annuelle ou dès qu'un indice de perte de valeur est détecté lors d'un rapport financier intermédiaire. Il déprécie la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles (y compris les écarts d'acquisition) d'une unité génératrice de trésorerie lorsque la valeur nette comptable de ses actifs est supérieure à sa valeur recouvrable.

Chaque société du périmètre de consolidation constitue une unité génératrice de trésorerie car c'est le plus petit ensemble ayant des entrées de trésorerie indépendantes et cernables.

La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie correspond, en l'absence de valeur de marché, à sa valeur d'utilité après impôts, calculée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, avec un taux d'actualisation après impôts de 8,3 % (idem 31/12/2005) et un taux de croissance de 2 % (idem 31/12/2005). Le taux d'actualisation retenu intègre les taux en vigueur dans le secteur aéronautique.

Le montant de la dépréciation est égal à l'écart constaté entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable. Les tests de dépréciation réalisés n'ont mis en évidence aucune dépréciation à enregistrer au 31 décembre 2006.

Élément 5. - Actifs financiers non courants.

Titres mis en équivalence. - Le groupe détient 100 % de la société Dassault International Incorporation (États-Unis d'Amérique). Il s'agit d'une société holding, dont DFJ constitue la seule détention (à hauteur de 12,53 %). Elle est consolidée par mise en équivalence et non par intégration globale car ses actifs et passifs, autres que les titres DFJ, ont une valeur négligeable. Cette société est la seule participation significative dans une entreprise associée détenue par le groupe. Le tableau suivant résume les informations concernant l'investissement dans Dassault International Inc. (en milliers d'euros) :

Évolution de la valeur d'équivalence :	
au 31 décembre 2005	4 961
Quote-part du résultat net	152
Change	-524
au 31 décembre 2006	4 589

Titres disponibles à la vente. - Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent en particulier des placements de trésorerie du groupe sous forme de valeurs mobilières de placement. A noter que d'autres valeurs mobilières de placement sont regroupées sous la rubrique "équivalents de trésorerie" (cf. élément 8).

(En milliers d'euros)	31/12/2005	Autres mouvements	Variation de juste valeur (1)	Acquisitions dotations	Cessions reprises	31/12/2006
Valeur brute :						
Actions cotées (Embraer)	105 826	0	17 099	0	0	122 925
Valeurs mobilières de placement (cotées) (2)	2 003 259	0	68 479	596 466	-45 481	2 622 723
Titres non cotés	56 485	-645		0	-78	55 762
	2 165 570	-645	85 578	596 466	-45 559	2 801 410
Provisions :						
Actions cotées (Embraer)	0	0		0	0	0
Valeurs mobilières de placement (cotées)	0	0		0	0	0
Titres non cotés	-170	18		0	1	-151
	-170	18	0	0	1	-151
Valeur nette	2 165 400	-627	85 578	596 466	-45 558	2 801 259

(1) La variation de juste valeur correspond aux fluctuations des plus ou moins values au cours de la période, détaillées ci-dessous.

(2) En 2006, le groupe a décidé de placer une partie de sa trésorerie et équivalents de trésorerie en valeurs mobilières de placement disponibles à la vente.

En IAS 39, pour les valeurs mobilières de placement disponibles à la vente et les titres Embraer, l'écart entre valeur de marché et coût historique est comptabilisé dans un poste spécifique des capitaux propres. La provision sur les titres non cotés demeure dans les réserves.

(En milliers d'euros)	31/12/2006			31/12/2005		
	Valeur au coût historique	Plus ou moins value	Valeur à l'actif consolidé	Valeur au coût historique	Plus ou moins value	Valeur à l'actif consolidé
Actions (Embraer)	75 575	47 350	122 925	75 575	30 251	105 826
Valeurs mobilières de placement (cotées)	1 898 372	724 351	2 622 723	1 347 387	655 872	2 003 259
Titres non cotés	55 762	-151	55 611	56 485	-170	56 315
Titres disponibles à la vente	2 029 709	771 550	2 801 259	1 479 447	685 953	2 165 400

Autres actifs financiers :

(En milliers d'euros)	31/12/2005	Autres mouvements	Acquisitions dotations	Cessions reprises	31/12/2006
Valeur brute :					
Titres détenus jusqu'à échéance	0	0	0	0	0
Loyers versés d'avance	27 475	0	526	-1 141	26 860
Prêts logements et autres	2 020	-18	586	-385	2 203
Total (1)	29 495	-18	1 112	-1 526	29 063
Provisions	-171	18	0	1	-152
Valeur nette	29 324	0	1 112	-1 525	28 911

(1) Dont à plus d'un an : 28 298 au 31 décembre 2006 et 28 928 au 31 décembre 2005.

Élément 6. - Stocks et travaux en-cours.

(En milliers d'euros)	31/12/2006			31/12/2005
	Brut	Provision	Net	(Net)
Matières premières	136 382	-16 917	119 465	100 327
Travaux en-cours de production	2 320 309	-31 876	2 288 433	1 948 443
Produits intermédiaires et finis	553 315	-140 354	412 961	435 090
Total	3 010 006	-189 147	2 820 859	2 483 860

Élément 7. - Créances clients et autres créances.

(En milliers d'euros)	31/12/2006			31/12/2005
	Brut	Provision	Net	(Net)
Clients et comptes rattachés	497 517	-176 121	321 396	495 096
Autres créances	114 991	0	114 991	115 767
Comptes de régularisation	7 160	0	7 160	9 474
Total	619 668	-176 121	443 547	620 337

Échéancier des créances clients et autres créances - Valeur brute :

(En milliers d'euros)	31/12/2006			31/12/2005		
	Total	Moins d'un an	Plus d'un an	Total	Moins d'un an	Plus d'un an
Clients et comptes rattachés	497 517	363 410	134 107	672 910	532 485	140 425
Autres créances	114 991	114 991	0	115 767	115 767	0
Comptes de régularisation	7 160	7 160	0	9 474	9 474	0
Total - valeur brute	619 668	485 561	134 107	798 151	657 726	140 425

Élément 8. - Trésorerie et équivalents de trésorerie.

Trésorerie nette :

(En milliers d'euros)	31/12/2006			31/12/2005
	Brut	Dépréciation	Net	(Net)
Valeurs mobilières de placement	1 051 662	0	1 051 662	1 441 182
Disponibilités	132 252	0	132 252	73 048
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif du bilan (1)	1 183 914	0	1 183 914	1 514 230

- Concours bancaires et soldes créditeurs de banque	-57 741	0	-57 741	0
= Trésorerie nette au tableau de flux de trésorerie	1 126 173	0	1 126 173	1 514 230

(1) En 2006, le groupe a décidé de placer une partie de sa trésorerie et équivalents de trésorerie en valeurs mobilières de placement disponibles à la vente.

Trésorerie disponible :

(En milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Valeurs mobilières de placement disponibles à la vente (en valeur de marché) (1)	2 622 723	2 003 259
Valeurs mobilières de placement équivalents de trésorerie (en valeur de marché)	1 051 662	1 441 182
Total des valeurs mobilières de placement (en valeur de marché) (2)	3 674 385	3 444 441
+ Disponibilités	132 252	73 048
- Emprunts et dettes financières (3)	-302 498	-237 928
= Trésorerie disponible	3 504 139	3 279 561

(1) Cf. élément 5.

(2) Si le groupe le décidait, les valeurs mobilières de placement disponibles à la vente pourraient être cédées à très court terme, compte tenu de leur liquidité.

(3) Cf. élément 11.

Élément 9. - Capital social.

Le capital social autorisé s'élève à 81 007 milliers d'euros, composé de 10 125 897 actions ordinaires de 8 euros chacune, émises et entièrement libérées. Le nombre et la valeur nominale des actions n'ont pas varié au cours de l'exercice.

Le groupe ne détient pas d'actions propres et n'a pas de plans d'options d'achat d'actions en vertu desquels des options de souscription d'actions de la société auraient été accordées à certains salariés et cadres dirigeants.

Élément 10. - Identité de la société mère consolidant globalement les comptes du groupe.

	% Contrôle (Identique à % intégration)
Groupe Industriel Marcel Dassault, 9, rond-point des Champs Élysées - Marcel Dassault, 75008 Paris	50,55 %

Élément 11. - Emprunts et dettes financières.

(En milliers d'euros)	31/12/2006	Dont part à moins d'un an	Dont part à plus d'un an		
	Total		Total part à plus d'un an	Dont > à 1 an et < à 5 ans	Dont > à 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (1)	57 841	57 760	81	46	35
Emprunts auprès des établissements de crédit-bail	0	0	0	0	0
Emprunts et dettes financières diverses (2)	244 657	32 885	211 772	211 271	501
Total	302 498	90 645	211 853	211 317	536

(En milliers d'euros)	31/12/2005	Dont part à moins d'un an	Dont part à plus d'un an		
	Total		Total part à plus d'un an	Dont > à 1 an et < à 5 ans	Dont > à 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (1)	118	19	99	53	46
Emprunts auprès des établissements de crédit-bail	154	154	0	0	0
Emprunts et dettes financières diverses (2)	237 656	30 779	206 877	206 319	558
Total	237 928	30 952	206 976	206 372	604

(1) Dont concours bancaires courants: 57 741 au 31 décembre 2006 et 0 au 31 décembre 2005.

(2) Les emprunts et dettes financières diverses comprennent essentiellement la participation des salariés bloquée.

Élément 12. - État des provisions (en milliers d'euros).

Nature des provisions	31/12/2005	Autres (écarts de change, variation de périmètre, etc.)	Augmentations dotations	Diminutions reprises	31/12/2006
Provisions pour risques et charges :					
Opérationnels - non courants	12 545	0	0	-9 531	3 014
Opérationnels - courants	497 317	-6 991	223 278	-160 244	553 360
Financiers	17	0	59	-17	59
Total I	509 879	-6 991	223 337	-169 792	556 433
Provisions pour dépréciation :					
Sur immobilisations financières et valeurs mobilières de placement	341	-36	0	-2	303
Sur stocks et en-cours	173 329	-3 673	190 671	-171 180	189 147
Clients et comptes rattachés	177 814	-327	172 259	-173 625	176 121
Total II	351 484	-4 036	362 930	-344 807	365 571
Total général (I + II)	861 363	-11 027	586 267	-514 599	922 004
Dont dotations et reprises :					
Opérationnelles (1)			586 208	-514 580	
Financières			59	-19	
			586 267	-514 599	
(1) Détail :					
Dotation aux provisions			586 208		
Reprise de provisions				-505 049	
Autres produits et charges non courants			0	-9 531	
			586 208	-514 580	

Détail des provisions pour risques et charges (en milliers d'euros) :

Nature des provisions	31/12/2005	Autres (écarts de change, variation de périmètre, etc.)	Augmentations dotations	Diminutions reprises	31/12/2006
Provisions pour risques et charges :					
Préretraites Casa société mère	12 545	0	0	-9 531	3 014
Opérationnels - non courants (A)	12 545	0	0	-9 531	3 014
Total provisions non courantes (A)	12 545	0	0	-9 531	3 014
Garantie	209 690	-10 668	44 301	-27 401	215 922
Prestations de service et travaux restant à réaliser	100 188	-2 688	94 104	-74 461	117 143
Coûts des départs retraites et médailles du travail	170 111	7 157	82 443	-50 251	209 460
Divers opérationnels	17 328	-792	2 430	-8 131	10 835
Opérationnels - courants (B)	497 317	-6 991	223 278	-160 244	553 360
Divers financiers	17	0	59	-17	59
Financiers (C)	17	0	59	-17	59
Total provisions courantes (B+C)	497 334	-6 991	223 337	-160 261	553 419
Total (A+B+C)	509 879	-6 991	223 337	-169 792	556 433

Détail des provisions pour risques et charges :

- provisions pour préretraites Casa : l'essentiel de ce poste est constitué par des dépenses attendues chez la société mère pour le financement de la période d'inactivité des salariés bénéficiant du plan de préretraites Casa (signé en 2002) jusqu'à l'âge de la retraite ;

- provisions pour garantie : les provisions pour garantie sont ajustées pour tenir compte de l'évolution de la flotte en Service et des marchés livrés ;

- provisions pour coûts des départs retraites et médailles du travail : les engagements liés aux coûts des départs retraites et des médailles du travail sont calculés s'il y a lieu pour l'ensemble du personnel du groupe suivant la méthode des unités des crédits projetés. Ils sont provisionnés en totalité pour les obligations restant à courir ;

La simulation de la projection de carrière est pondérée par la table de mortalité des codes des assurances et par le taux de rotation du personnel constaté (variable suivant l'âge). Le coût de départ est retenu au prorata du nombre d'années d'ancienneté du salarié à la clôture de l'exercice par rapport à son espérance totale d'années de carrière.

- Hypothèses retenues :

	Sociétés françaises		Sociétés américaines	
	2006	2005	2006	2005
Taux d'inflation	2,00 %	2,00 %	3,00 %	3,00 %
Taux d'actualisation	4,20 %	4,20 %	5,75 %	6,00 %
Taux moyen pondéré d'augmentation des salaires	3,60 %	3,60 %	4,25 %	4,00 %

- Sociétés françaises : l'évolution du niveau de provision au cours de la période s'analyse comme suit :

(En milliers d'euros)	2006	2005
A l'ouverture de l'exercice	166 112	155 960
Impact changement actuariel	32 053	8 735
Droits supplémentaires et mouvements (entrées/départs)	3 761	1 417
A la clôture de l'exercice	201 926	166 112

- Sociétés nord américaines : aux États-Unis, les engagements de retraites à prestations définies font l'objet d'un financement par capitalisation externe. La part des engagements non couverte par les actifs des fonds est comptabilisée dans les comptes. En 2006, la valeur des fonds est de 127 millions de dollars, contre 83 millions de dollars au 31 décembre 2005. Cette valeur a sensiblement augmenté notamment du fait des possibilités nouvelles de déduction fiscale accordée par l'administration américaine.

Élément 13. - Dettes d'exploitation.

(En milliers d'euros)	31/12/2006			31/12/2005		
	Total	Moins d'un an	Plus d'un an	Total	Moins d'un an	Plus d'un an
Dettes fournisseurs	657 556	657 556	0	669 538	669 538	0
Autres dettes diverses	93 577	93 577	0	103 771	103 771	0
Comptes de régularisation	43 143	21 865	21 278	32 221	14 436	17 785
Dettes fournisseurs et diverses	794 276	772 998	21 278	805 530	787 745	17 785
Dettes fiscales et sociales	250 656	248 059	2 597	256 094	251 661	4 433

Élément 14. - Avances et acomptes reçus sur commandes en-cours.

(En milliers d'euros)	31/12/2006			31/12/2005		
	Total	Moins d'un an	Plus d'un an	Total	Moins d'un an	Plus d'un an
Avances et acomptes reçus sur commandes en-cours	2 902 993	1 836 548	1 066 445	2 682 349	1 439 746	1 242 603
Total	2 902 993	1 836 548	1 066 445	2 682 349	1 439 746	1 242 603

Il s'agit d'avances et acomptes reçus sur des biens et Services non encore facturés.

Élément 15. - Chiffre d'affaires.

(En milliers d'euros)	2006			2005		
	France	Export	Total	France	Export	Total

Chiffre d'affaires	1 093 913	2 208 333	3 302 246	1 423 994	2 004 075	3 428 069
--------------------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------

Élément 16. - Autres produits de l'activité.

(En milliers d'euros)	2006	2005
Revenus financiers de nature opérationnelle (1)	3 631	2 154
Production immobilisée (2)	31 434	4 180
Subventions d'exploitation	271	221
Transferts de charges	9	31
Autres produits d'exploitation	13 395	10 578
Total	48 740	17 164
<i>(1) Intérêts moratoires.</i>		
<i>(2) Dont frais de développement immobilisés</i>	31 200	4 180

Élément 17. - Autres produits et charges d'exploitation.

(En milliers d'euros)	2006	2005
Résultat de cessions d'éléments d'actifs immobilisés	-1 003	-76
Pertes et gains de change relatifs à des opérations commerciales (1)	-601	11 946
Résultat d'opérations de gestion	-29	282
Autres charges d'exploitation	-224	-339
Quote-part de résultats sur opérations faites en commun	920	1 393
Total	-937	13 206
<i>(1) Notamment pertes et gains de change sur comptes clients et fournisseurs ; celles relatives aux opérations de couverture sont, elles, comptabilisées en chiffre d'affaires.</i>		

Élément 18. - Frais de recherche et développement.

Les dépenses de recherche et développement non activées sont enregistrées en charge dans l'exercice au cours duquel elles sont constatées et représentent :

(En milliers d'euros)	2006	2005
Charges de recherche et développement	-251 227	-280 379

La stratégie et les axes d'efforts du groupe en matière de recherche et développement sont décrits dans le rapport de gestion.

Élément 19. - Autres produits et charges non courants.

(En milliers d'euros)	2006	2005
Coûts Casa constatés	-9 531	-14 917
Reprise de provision Casa	9 531	14 917
Total	0	0

Élément 20. - Résultat financier.

(En milliers d'euros)	2006	2005
Intérêts générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie	31 846	21 574
Résultat de cession et variation de juste valeur d'équivalents de trésorerie	15 775	13 847
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	47 621	35 421

Charges d'intérêts sur opérations de financement	-9 014	-9 779
Coût de l'endettement financier brut	-9 014	-9 779
Coût de l'endettement financier net	38 607	25 642
Dividendes et autres produits de participation	4 121	4 180
Produits d'intérêts et produits de cession des autres actifs financiers (hors trésorerie et équivalents de trésorerie)	2 204	819
Produits financiers	6 325	4 999
Dépréciation de titres non consolidés	0	0
Autres charges financières	-59	-17
Charges financières	-59	-17
Autres produits et charges financiers	6 266	4 982
Résultat financier	44 873	30 624

Élément 21. - Situation fiscale.

(En milliers d'euros.)

Effet net des impôts sur le résultat	2006	2005
Charges d'impôts courants	-145 047	-135 898
Impôts différés	9 534	-1 711
Total	-135 513	-137 609

Effet net des impôts sur la réserve d'évaluation des instruments financiers des capitaux propres	2006	2005
Sur les couvertures de flux de trésorerie	-32 525	98 692
Sur les actifs financiers disponibles à la vente	-26 142	-16 308
Charge d'impôt imputée sur les capitaux propres	-58 667	82 384

Rapprochement entre la charge d'impôt théorique et celle comptabilisée	2006	2005
Impôt théorique au taux en vigueur (1)	-143 435	-154 470
Impact des différences de taux d'impôts étrangers et impôts différés	-788	-822
Incidence de la variation de charges et recettes non fiscalisées	8 710	17 683
Impôt comptabilisé	-135 513	-137 609

(1) 34,43 % en 2006 et 34,93 % en 2005.

Sources d'impôts différés	Bilan consolidé		Compte de résultat consolidé	
	31/12/2006	31/12/2005	2006	2005
Actifs d'impôt différé :				
Décalages temporaires sur provisions (participation, retraite,....)	2 471	1 722	748	815
Écritures de consolidation et divers (2)	4 047	2 674	1 510	-337
Réévaluation à la juste valeur des titres disponibles à la vente et autres valeurs mobilières de placement	-326	-225	-101	-119
Réévaluation à la juste valeur des contrats de change (couvertures de flux de trésorerie)	202	-60		
Total Impôt différé actif (1)	6 394	4 111		
Passifs d'impôt différé :				
Décalages temporaires sur provisions (participation, retraite,....)	84 071	73 238	11 224	17 098

Écritures de consolidation et divers (2)	-58 693	-57 490	-3 973	-7 909
Réévaluation à la juste valeur des titres disponibles à la vente et autres valeurs mobilières de placement	-7 102	-4 538	126	-11 259
Réévaluation à la juste valeur des contrats de change (couvertures de flux de trésorerie)	-181 486	-148 699		
Total Impôt différé passif (1)	-163 210	-137 489		
Charge d'impôt différé			9 534	-1 711

(1) L'échéancier des impôts différés n'est pas établi car certaines bases d'imposition différée ne peuvent être ventilées par année de façon pertinente.

(2) Retraitement des provisions fiscales, marges internes, frais de développement immobilisés.

Allègement de la dette future d'impôts	2006	2005
Solde actif d'impôts différés non pris en compte	49 509	35 877

Élément 22. - Résultat par action.

Résultat par action de base	2006	2005
Bénéfice net attribuable aux actionnaires (en milliers d'euros) (1)	281 224	304 720
Nombre moyen pondéré des actions ordinaires en circulation	10 125 897	10 125 897
Bénéfice par action de base (en euros)	27,8	30,1

(1) Le résultat net est intégralement attribuable au résultat des activités poursuivies (pas d'abandon d'activités).

Cette information se calcule en divisant le résultat net distribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions ordinaires achetées par le groupe et détenues comme actions propres. Le groupe ne détenant pas d'actions propres et n'ayant pas de plans d'options d'achat d'actions en vertu desquels des options de souscription d'actions de la société auraient été accordées à certains salariés et cadres dirigeants, le résultat par action dilué est identique au résultat de base.

Élément 23. - Dividendes payés et proposés.

(En milliers d'euros)	2006	2005
Décidés et payés dans l'année :		
Dividendes sur les actions ordinaires :		
Dividendes définitifs pour 2005 : 9,9 euros par action (2004 : 7,7)	100 246	77 970
Dividendes provisoires pour 2006	Sans objet	
Proposé pour approbation à l'assemblée générale (non reconnu comme un passif au 31 décembre) :		
Dividendes sur les actions ordinaires :		
Dividendes définitifs pour 2006 : 7,4 euros par action (2005 : 9,9)	74 932	

Élément 24. - Instruments financiers.

Le groupe n'a pas de risque de marché significatif sur ses dettes financières et sur ses valeurs mobilières de placement. Le portefeuille de valeurs mobilières de placement du groupe est constitué de placements monétaires non spéculatifs à court terme. Le risque de perte de valeur est négligeable et le taux de rémunération voisin de ceux du marché.

La trésorerie ainsi que le portefeuille de valeurs mobilières de placement disponibles à la vente permettent au groupe de faire face à ses engagements sans risque de liquidité.

Le groupe a un risque de change sur les produits de vente des avions Falcon qui sont pour la quasi-totalité libellés en dollars US. Seule une part des dépenses de la société mère est encourue dans la même devise (achats notamment). Le groupe, au travers de la société mère, est donc exposé à un risque de change. La société mère couvre partiellement ce risque en utilisant des contrats de vente à terme et le cas échéant des options de change.

Dassault Aviation ne couvre ses flux nets de trésorerie futurs que s'ils sont reconnus hautement probables et de manière partielle de façon à s'assurer que les premières rentrées de trésorerie futures seront suffisantes pour exercer les couvertures de change mises en place. Le montant de la couverture peut être ajusté en fonction de l'évolution dans le temps des flux nets attendus.

Le groupe applique donc la comptabilité de couverture telle que définie par la norme IAS 39 et décrite au paragraphe C14 des principes comptables. Le portefeuille d'instruments financiers dérivés est le suivant :

Valeur de marché	31/12/2006	31/12/2005
------------------	------------	------------

	Milliers de dollars	Milliers d'euros	Milliers de dollars	Milliers d'euros
Opérations de change	7 645	5 805	-4 377	-3 711
Opérations à terme	685 796	520 725	515 747	437 185
Total	693 441	526 530	511 370	433 474

L'état des comptabilisations au bilan des instruments financiers dérivés est le suivant :

(En milliers d'euros)	Valeur de marché au 31 décembre 2006	Valeur de marché au 31 décembre 2005	Comptabilisation de la variation de la juste valeur		
			Dans les capitaux propres (1)	Au compte de résultat	
				Dans le résultat opérationnel	Dans le résultat financier
Instruments à l'actif du bilan	526 530	433 474			
Dont primes sur instruments financiers	0	1 411			
Plus-values sur instruments financiers	526 530	432 063	94 467	0	0
Instruments au passif du bilan	0	0			

(1) Comptabilisation dans la rubrique spécifique "réserves d'évaluation des instruments financiers".

Le groupe réalise ses opérations de trésorerie et de change avec des organismes financiers reconnus.

Le groupe limite les risques liés au défaut des contreparties clients en réalisant la majorité de ses ventes au comptant et en faisant garantir par la Coface ou par des sûretés réelles les crédits accordés. Le risque de fabrication est aussi garanti auprès de la Coface pour les contrats militaires exports significatifs. Le groupe n'a pas de risque de taux sur ses dettes financières et n'a pas de risque de prix sur ses valeurs mobilières de placement.

Élément 25. - Engagements financiers.

(En milliers d'euros.)

Engagements donnés	31/12/2006	31/12/2005
Avals et cautions	56 133	61 751
Total	56 133	61 751

Engagements réciproques	31/12/2006	31/12/2005
Marchés à livrer à terme - Solde à facturer	12 811 400	10 818 800
Marchés à recevoir à terme - Solde à payer	2 299 200	2 144 654
Commandes d'immobilisations	20 000	17 647
Total	15 130 600	12 981 101

Dettes garanties par des sûretés	31/12/2006	31/12/2005
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours (garantis par cautions bancaires)	985 271	1 080 648
Total	985 271	1 080 648

Contrats de location simple :

Les principaux contrats de location simple du groupe concernent des ensembles immobiliers de bureaux à usage industriels.

	Total	Moins d'un an	Plus d'un an
Montant des paiements minimaux futurs non résiliables (non actualisés)	122 026	27 506	94 520

Élément 26. - Transactions avec les parties liées.

Les parties liées avec le groupe sont :

- le Groupe Industriel Marcel Dassault, et ses filiales ;
- le président-directeur général de Dassault Aviation ;
- les administrateurs de Dassault Aviation.

(En milliers d'euros)		Ventes aux parties liées	Achats auprès des parties liées	Créances sur les parties liées	Dettes envers les parties liées
GIMD :	exercice 2006	1 068	59 026	14 593	2 170
	exercice 2005	1 322	53 030	19 527	10 161

Personnel clé du groupe :

- Emprunt des dirigeants :
exercice 2006 Néant.

exercice 2005 Néant.

- Autres intérêts des dirigeants :

exercice 2006 Néant.

exercice 2005 Néant.

Rémunération et autres engagements : le montant global des rémunérations perçues par les mandataires sociaux, dont le détail est communiqué dans le rapport de gestion, s'élève au titre de 2006 à 1 580 004 euros pour la société mère et 68 572 dollars pour les filiales.

Autres engagements : à son départ en retraite, M. Edelstenne dont le contrat de travail a été suspendu lorsqu'il est devenu président-directeur général aura droit à une indemnité de départ et à une retraite selon les règles société applicables aux salariés de sa catégorie.

Le conseil d'administration a également attribué à M. Edelstenne un complément annuel de pension de retraite égal à 3 % de sa rémunération annuelle brute à la date de son départ en retraite multiplié par le nombre d'années pendant lequel il aura été président-directeur général et plafonné de telle façon que l'ensemble de ses pensions de retraite ne dépasse pas 60 % de sa dernière rémunération annuelle brute.

A son départ en retraite, M. Revellin-Falcoz a eu droit à une indemnité de départ et à une retraite selon les règles société applicables aux salariés de sa catégorie.

Termes et conditions des transactions avec les parties liées : les ventes et achats sont réalisés aux prix de marché. Les soldes en cours à la fin de l'exercice ne sont pas garantis et les règlements se font en trésorerie. Il n'y pas eu de garanties fournies ou reçues pour les créances sur les parties liées. Pour l'exercice 2006, le groupe n'a pas enregistré de provisions pour créances douteuses relatives aux montants dus par les parties liées. Cette évaluation est effectuée lors de chaque exercice en examinant la situation financière des parties liées ainsi que le marché dans lequel elles opèrent.

Élément 27. - Effectif moyen.

	2006	2005
Ingénieurs et cadres	5 274	5 357
Agents de maîtrise et techniciens	2 677	2 875
Employés	1 376	1 406
Ouvriers	2 730	2 471
Total	12 057	12 109

Élément 28.- Informations environnementales.

Le groupe Dassault Aviation a comptabilisé à l'actif du bilan au titre des investissements environnementaux un montant de 2 560 milliers d'euros et a porté en charges environ 2 550 milliers d'euros dans l'exercice 2006, consacrés à des études de risques, d'impacts et de conformité réglementaire.

Élément 29. - Événements postérieurs a la clôture.

Aucun événement n'a eu lieu après le 31 décembre 2006 pouvant avoir un impact significatif sur les comptes.

VI. - Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Dassault Aviation relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Ces comptes ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Opinion sur les comptes consolidés. - Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Justification de nos appréciations. - En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance en particulier les éléments suivants :

les résultats de votre groupe sont constatés selon la méthode à l'avancement pour les contrats de longue durée.

Conformément à la norme professionnelle applicable aux estimations comptables et sur la base des informations disponibles à ce jour, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses établies par la direction sur lesquelles se fondent les estimations des résultats à terminaison de ces contrats et leur évolution, revoir les calculs effectués, comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.

Les appréciations ainsi portées sur ces éléments s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de l'opinion sans réserve exprimée dans la première partie du rapport.
Vérification spécifique. - Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations relatives au groupe dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 15 février 2007.

Les Commissaires aux Comptes :

Mazars & Guérard :
Serge Castillon ;

Deloitte & Associés :
Philippe Mouraret.

B. - Comptes annuels au 31 décembre 2006.

I. - Bilan au 31 décembre 2006.

(En milliers d'euros.)

Actif	Éléments de l'annexe	31/12/2006			31/12/2005
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Immobilisations incorporelles	2	64 390	-56 956	7 434	5 324
Immobilisations corporelles	2	860 500	-545 444	315 056	290 008
Immobilisations financières	3	266 739	0	266 739	266 920
Total actif immobilisé		1 191 629	-602 400	589 229	562 252
Stocks et en-cours	4	2 548 527	-117 527	2 431 000	2 114 576
Avances et acomptes versés sur commandes		208 156	0	208 156	219 799
Créances clients et comptes rattachés	6	467 021	-163 050	303 971	453 504
Autres créances et comptes de régularisation	7	350 380	0	350 380	308 181
Valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie	10	2 242 914	0	2 242 914	2 207 596
Disponibilités		113 305	0	113 305	59 479
Total actif circulant		5 930 303	-280 577	5 649 726	5 363 135
Total actif		7 121 932	-882 977	6 238 955	5 925 387

Passif	Éléments de l'annexe	31/12/2006	31/12/2005
Capital	11	81 007	81 007
Primes d'émission, de fusion, d'apport		19 579	19 579
Réserves	13	1 605 241	1 444 587
Résultat de l'exercice		224 943	260 901
Provisions réglementées	15	258 914	225 710
Capitaux propres		2 189 684	2 031 784
Provisions pour risques et charges	15	477 217	422 332
Emprunts et dettes financières (1)	16	301 061	236 098
Avances et acomptes recus sur commandes		2 370 136	2 314 921
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17	575 666	590 463
Autres dettes et comptes de régularisation	18	325 191	329 789
Total dettes		3 572 054	3 471 271
Total passif		6 238 955	5 925 387
(1) Dont soldes créditeurs de banque		57 741	0

II. - Compte de résultat.

(En milliers d'euros.)

	Éléments de l'annexe	2006	2005
Chiffre d'affaires net	21	2 853 461	2 969 785
Production immobilisée		234	0
Variation des en-cours de production		307 307	-189 547
Reprises provisions et amortissements, transferts de charges		359 329	355 071
Autres produits		8 225	6 075
Produits d'exploitation		3 528 556	3 141 384
Achats consommés		-1 668 833	-1 326 185
Charges de personnel		-606 694	-588 263
Autres charges d'exploitation		-281 896	-283 581
Impôts et taxes		-45 841	-47 555
Dotations aux amortissements des immobilisations	2	-41 955	-40 619
Dotations aux provisions et autres amortissements	15	-431 459	-383 350
Charges d'exploitation		-3 076 678	-2 669 553
Résultat d'exploitation		451 878	471 831
Résultat financier	23	16 339	23 652
Résultat courant		468 217	495 483
Résultat exceptionnel	24	-34 208	-16 606
Participation et intéressement des salariés		-88 981	-100 967
Impôts sur les résultats	25	-120 085	-117 009
Résultat net de l'exercice		224 943	260 901

III. - Tableau des flux de trésorerie.

(En milliers d'euros.)

Libellé	31/12/2006	31/12/2005
Flux de trésorerie provenant des opérations d'exploitation :		
Résultat net	224 943	260 901
Annulation du résultat sur cessions d'actif immobilisés	997	-37
Annulation subventions d'investissements rapportées au résultat	0	0
Net des dotations et reprises aux comptes d'amortissements et de provisions	130 043	75 228
Capacité d'autofinancement (A)	355 983	336 092
Impact de la :		
Variation des stocks et en-cours	-316 424	195 624
Variation des avances et acomptes versés	11 643	-16 166
Variation des créances clients et comptes rattachés	149 533	86 289
Variation des autres créances et comptes de régularisation	-42 199	87 995
Variation des avances et acomptes reçus	55 215	-224 312
Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés	-14 797	153 460
Variation des autres dettes et comptes de régularisation	-4 598	29 616
Impact changement de méthode (2)		-8 017
Augmentation (-) ou diminution (+) du besoin en fonds de roulement (B)	-161 627	304 489
(A+B)	194 356	640 581

Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissement :		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-74 731	-52 191
Cession et reprises d'avances d'immobilisations corporelles et incorporelles	4 654	20 539
Acquisition d'immobilisations financières	-1 115	-2 267
Cessions d'immobilisations financières	1 263	602
	-69 929	-33 317
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement :		
Augmentation de capital	0	0
Augmentation des autres fonds propres	0	0
Diminution des autres fonds propres	0	0
Augmentation des dettes financières	93 273	83 149
Remboursement des dettes financières	-86 051	-73 055
Dividendes versés au cours de l'exercice	-100 246	-77 969
	-93 024	-67 875
Variation nette de la trésorerie	31 403	539 389
Trésorerie au 1er janvier (1)	2 267 075	1 727 686
Variation nette de la trésorerie	31 403	539 389
Trésorerie à fin de période (1)	2 298 478	2 267 075

(1) La trésorerie ainsi définie correspond aux postes du bilan suivants :
 [Disponibilité] + [valeurs mobilières de placement au coût historique] - [concours bancaires et soldes créditeurs de banque]

(2) Application du règlement CRC 2002-10 au 31 décembre 2005

IV. - Projet d'affectation du résultat 2006.

(En milliers d'euros.)

Origines :

Le bénéfice de l'exercice	224 943
Report à nouveau des exercices antérieurs	1 521 503
	1 746 446

Affectation :

Dividendes	74 932
Report à nouveau	1 671 514
	1 746 446

V. - Annexes aux comptes sociaux.

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2006, dont le total est de 6 238 955 milliers d'euros et au compte de résultat de l'exercice, dont le total est de 3 591 359 milliers d'euros et dégageant un bénéfice de 224 943 milliers d'euros.
 L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2006 au 31 décembre 2006.
 Les notes (ou tableaux) n° 1 à 35, font partie intégrante des comptes annuels.

Élément 1. - Règles et méthodes comptables.

Les comptes individuels sont établis conformément au règlement 99-03 du Comité de la Réglementation Comptable homologué par l'arrêté du 22 juin 1999, ainsi qu'aux avis et recommandations ultérieurs du Conseil National de la Comptabilité.

Les méthodes qui ont présidé à la présentation des comptes annuels sont comparables d'un exercice à l'autre.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

A. Immobilisations incorporelles et corporelles. - Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Par exception, les immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation. Les frais financiers ne sont pas immobilisés. Chacun des composants identifiés d'une immobilisation fait l'objet d'une comptabilisation et d'amortissements séparés.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sans déduction d'une valeur résiduelle, à l'exception des avions.

Les durées d'amortissement retenues sont fonction des durées d'utilité estimées des actifs. Ces dernières sont revues à chaque clôture pour les actifs immobilisés significatifs.

La durée d'utilité initiale est prolongée ou réduite si les conditions d'utilisation du bien le justifient.

Les durées d'utilité s'établissent comme suit :

Logiciels	3-4 ans
Bâtiments industriels	25-30 ans
Immeubles de bureau	25-35 ans
Agencements et aménagements	7-15 ans
Installations techniques, matériel et outillage	3-15 ans
Avions	9-15 ans
Matériel roulant	4-5 ans
Autres immobilisations corporelles	3-8 ans
Biens d'occasion	au cas par cas

B. Perte de valeur des actifs. - La société effectue des tests de dépréciation à chaque clôture et à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur. Elle déprécie la valeur d'un actif lorsque sa valeur vénale ou sa valeur actuelle est devenue inférieure à sa valeur nette comptable.

C. Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement. - La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires, à l'exception de celles qui ont fait l'objet de la réévaluation légale 1976. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire (déterminée par l'entreprise) est inférieure à la valeur brute.

D. Stocks et travaux en-cours. - Les articles entrant en stock de matières premières, produits intermédiaires ou produits finis sont évalués en coût d'acquisition pour les articles achetés et en coût de production pour les articles fabriqués. Les sorties de stocks sont valorisées au prix moyen pondéré, à l'exception des avions qui sont sortis à leur coût d'acquisition.

Les travaux en-cours sont évalués en coût de production.

Les frais financiers ne sont pas capitalisés dans la valorisation des stocks.

Les stocks et travaux en-cours sont dépréciés si leur valeur nette de réalisation est inférieure à leur valeur constatée dans les comptes. La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et la réalisation de la vente.

E. Créances. - Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

F. Provisions réglementées. - Les provisions réglementées figurant au bilan comprennent :

- les provisions pour investissements ;
- les provisions pour hausse des prix ;
- les provisions pour risques crédits moyen terme export ;
- les amortissements dérogatoires.

G. Provisions pour risques et charges.

- Coût des départs à la retraite et prestations assimilées : les engagements envers le personnel en matière de coût des départs à la retraite et des prestations assimilées (médailles du travail...) sont provisionnés pour les obligations restant à courir. Ils sont estimés pour l'ensemble du personnel sur la base des droits courus et d'une projection des salaires actuels, avec la prise en compte du risque de mortalité, de la rotation des effectifs et d'une hypothèse d'actualisation.

Les écarts actuariels ou analysés comme tels sont intégralement comptabilisés en résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont constatés.

- Autres provisions pour risques et charges : dans le cadre de ses activités, la société est amenée à consentir à ses clients des garanties de fonctionnement sur les matériels livrés.

Des provisions pour risques sont constituées pour couvrir la quote-part de charges futures jugées probables au titre de ces engagements.

Ces provisions sont déterminées sur la base de dossiers techniques ou sur une base statistique.

H. Couverture de change. - La société utilise des instruments financiers dérivés pour se couvrir contre les risques de change liés à l'exploitation.

Ces risques résultent essentiellement des ventes réalisées en dollar US. Les flux de trésorerie futurs correspondants sont partiellement couverts par des opérations de change à terme fermes ou optionnelles.

Les primes payées ou encaissées sur les achats ou ventes éventuelles d'options ne sont portées en résultat qu'à l'échéance de ces options, à l'exception des primes concernant les stratégies « à prime zéro » qui sont portées immédiatement en résultat, afin de ne pas créer de décalages temporaires.

I. Opérations en devises étrangères. - Les charges et produits en devises étrangères sont enregistrés pour leur contrevalet en euros à la date de l'opération de paiement ou d'encaissement, à l'exception des flux nets associés à la couverture de change globale, qui sont comptabilisés au cours de cette couverture pour l'année.

Les créances et les dettes en devises étrangères non soldées sont converties en euros sur la base du cours de clôture. Lorsque l'application du taux de conversion à la date d'arrêt des comptes a pour effet de modifier les montants en euros précédemment comptabilisés, les différences de conversion sont inscrites à des comptes transitoires :

- à l'actif du bilan, écart de conversion actif lorsque la différence correspond à une perte latente ;
- au passif du bilan, écart de conversion passif lorsque la différence correspond à un gain latent.

Les pertes latentes entraînent la constitution d'une provision pour risques.

Les écarts de conversion sur les disponibilités au 31 décembre sont portés au compte de résultat.

J. Constatation du chiffre d'affaires et des résultats. - Les produits des ventes de biens sont comptabilisés lors du transfert à l'acquéreur des risques et avantages de la propriété. En règle générale, il s'agit du transfert de propriété pour la société.

Les prestations de services sont constatées à l'avancement selon les étapes convenues au contrat.

Les résultats sont constatés au fur et à mesure de cet avancement s'ils peuvent être déterminés de façon fiable. Les éventuelles pertes à terminaison sont comptabilisées dès qu'elles sont connues.

K. Plus-values latentes sur valeurs mobilières de placement. - Les plus-values latentes sur valeurs mobilières de placement ne sont enregistrées que lors de leur réalisation effective.

Suivant le Code de Commerce (article 8), les charges d'impôts ne sont comptabilisées qu'avec les produits constatés. L'impôt sur les dites plus-values latentes est donc enregistré en charges payées d'avance jusqu'à prise en compte de la plus-value en résultat financier.

Cette méthode qui déroge au principe de non constatation partielle d'impôts différés a été adoptée pour donner une image plus fidèle du résultat de la société.

L. Intégration fiscale. - Depuis le 1er janvier 1999, la société Dassault Aviation fait partie du groupe fiscal constitué par la société Dassault Aviation, 9 rond-point des Champs-Élysées Marcel Dassault 75008 Paris, en application des articles 223 A et suivants du CGI.

Cette intégration fiscale a été prolongée jusqu'à l'exercice 2008.

Par convention, l'incidence de cette intégration fiscale est neutre sur les résultats des sociétés intégrées : les charges d'impôt sont prises en compte par les sociétés intégrées comme en l'absence d'intégration fiscale.

Élément 2.- Immobilisations incorporelles et corporelles.

(En milliers d'euros)	31/12/2005	Autres mouvements	Acquisition dotations	Cessions reprises	31/12/2006	Valeurs origine hors réévaluation légale
Immobilisations incorporelles :						
Valeur brute :						
Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires	60 496	0	3 362	-981	62 877	62 877
Immobilisations en-cours ; avances et acomptes	562		951		1 513	
Total	61 058	0	4 313	-981	64 390	62 877
Amortissements :						
Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires	-55 734		-2 203	981	-56 956	
Total	-55 734	0	-2 203	981	-56 956	
Valeur nette :						
Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires	4 762				5 921	
Immobilisations en-cours ; avances et acomptes	562				1 513	
Total Immobilisations incorporelles	5 324	0	2 110	0	7 434	
Immobilisations corporelles :						
Valeur brute :						
Terrains	24 270	505	596	-59	25 312	21 528
Constructions	217 105	4 885	3 396	-1 842	223 544	213 718
Installations techniques, matériel et outillage	444 641	-3 169	25 280	-24 339	442 413	441 355
Autres immobilisations corporelles	137 494	120	38 945	-9 548	167 011	166 705
Immobilisations en-cours ; avances et acomptes	4 494	-2 341	2 201	-2 134	2 220	
Total	828 004	0	70 418	-37 922	860 500	843 306
Amortissements :						
Terrains	-3 095		-370	58	-3 407	
Constructions	-102 630	-2 235	-11 059	1 779	-114 145	
Installations techniques, matériel et outillage	-355 352	2 235	-21 132	23 180	-351 069	
Autres immobilisations corporelles	-76 919		-7 191	7 287	-76 823	

Total	-537 996	0	-39 752	32 304	-545 444
Valeur nette :					
Terrains	21 175				21 905
Constructions	114 475				109 399
Installations techniques, matériel et outillage	89 289				91 344
Autres immobilisations corporelles	60 575				90 188
Immobilisations en-cours ; avances et acomptes	4 494				2 220
Total Immobilisations corporelles	290 008	0	30 666	-5 618	315 056

Élément 3. - Immobilisations financières.

(En milliers d'euros)	31/12/2005	Autres mouvements	Acquisitions dotations	Cessions reprises	31/12/2006	Valeurs origine hors réévaluation légale
Participations	234 941		43	-76	234 908	234 537
Autres titres immobilisés	4 094			-2	4 092	3 942
Prêts	1 850		586	-386	2 050	2 050
Autres immobilisations financières	26 035		486	-832	25 689	25 689
Total	266 920	0	1 115	-1 296	266 739	266 218
Provisions	0				0	
Valeur nette	266 920	0	1 115	-1 296	266 739	266 218

État des échéances des immobilisations financières :

(En milliers d'euros)	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an
Prêts	2 050	348	1 702
Autres immobilisations financières	25 689	0	25 689
Total général	27 739	348	27 391

A. Liste des filiales et participations dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société et dont la société détient au moins 10 % des actions (en milliers d'euros) :

Sociétés ou groupes de sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part capital détenue en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société	Montant des cautions et avals fournis par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Bénéfice net ou perte (-) du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
I. Filiales (détenues à + de 50 %) :										
A. filiales françaises :										
Dassault Falcon Service	3 680	48 993	99,99 %	59 453	59 453	0	0	140 299	1 008	0
Dassault International	1 529	14 631	99,63 %	19 236	19 236	0	0	3 159	855	0
Dassault-Réassurance	10 459	17 394	99,99 %	10 132	10 132	0	0	3 476	234	0
Sogitec Industries	4 578	28 751	99,74 %	25 348	25 348	0	0	95 787	6 893	0
Total des filiales françaises				114 169	114 169	0	0			0
B. filiales étrangères :										
Dassault Falcon Jet (1)	10 670	404 837	87,47 %	7 767	7 767	0	56 133	1 159 298	30 717	0

Dassault International Inc. (USA)	3 834	35 219	100,00 %	3 727	3 727	0	0	534	2 719	0
Dassault Procurement Services Inc. (USA)	76	26 339	100,00 %	28 965	28 965	0	0	305 570	4 289	0
Total des filiales étrangères				40 459	40 459	0	56 133			0
Total filiales				154 628	154 628	0	56 133			0
2. Participations (détenues entre 10 et 50 %) :										
A. participations françaises :										
Corse Composites Aéronautiques (2)	1 707	4 282	24,81 %	996	996	0	0	22 511	0	0
Eurotradia International (2)	3 000	31 258	16,20 %	3 099	3 099	0	0	53 497	2 695	432
Total participations françaises				4 095	4 095	0	0			432
B. participations étrangères :										
Total participations étrangères				0	0	0	0			0
Total participations				4 095	4 095	0	0			432

(1) Détention directe, les autres actions, soit 12,53 % du capital, sont détenues par Dassault International Inc. (USA), elle-même filiale à 100 % de Dassault Aviation.

(2) Informations exercice 2005.

B. Autres filiales et participations (en milliers d'euros) :

Renseignements globaux	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société	Montant des cautions et avals fournis par la société	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
	Brute	Nette			
1. Filiales :					
A. filiales françaises	563	563	0	0	0
B. filiales étrangères	0	0	0	0	0
Total filiales	563	563	0	0	0
2. Participations :					
A. participations françaises	4 103	4 103	0	0	0
B. participations étrangères	75 611	75 611	0	0	2 369
Total participations	79 714	79 714	0	0	2 369

C. Renseignements globaux sur les titres (A+B) (en milliers d'euros) :

Renseignements globaux	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société	Montant des cautions et avals fournis par la société	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
	Brute	Nette			
1. Filiales :					
A. filiales françaises	114 732	114 732	0	0	0
B. filiales étrangères	40 459	40 459	0	56 133	0
Total	155 191	155 191	0	56 133	0
2. Participations :					
A. participations françaises	8 198	8 198	0	0	432
B. participations étrangères	75 611	75 611	0	0	2 369
Total	83 809	83 809	0	0	2 801
Total général	239 000	239 000	0	56 133	2 801

Élément 4. - Stocks et travaux en-cours.

(En milliers d'euros)	Brut	Dépréciation	31/12/2006 Net	31/12/2005 Net
Matières premières	134 366	-16 254	118 112	97 266
Travaux en-cours de production	2 014 498	0	2 014 498	1 707 192
Produits intermédiaires et finis	399 663	-101 273	298 390	310 118
Total	2 548 527	-117 527	2 431 000	2 114 576

Élément 5. - Intérêts sur éléments de l'actif circulant.

Il n'y a pas d'intérêts inclus dans la valeur des stocks et travaux en-cours.

Élément 6. - États des échéances de l'actif circulant.

(En milliers d'euros)	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an
Créances clients et comptes rattachés	467 021	332 914	134 107
Autres créances	85 696	85 696	0
Charges constatées d'avance	263 734	263 734	0
Total	816 451	682 344	134 107

Élément 7. - Autres créances et comptes de régularisation.

(En milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Autres créances d'exploitation	85 696	68 665
Charges constatées d'avance	263 734	239 516
Compte de régularisation actif	950	0
Total	350 380	308 181

Élément 8. - Produits à recevoir.

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan (en milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Créances clients et comptes rattachés	187 048	300 303
Autres créances et comptes de régularisation	50	33
Valeurs mobilières	940	0
Disponibilités	187	80
Total	188 225	300 416

Élément 9. - Charges et produits constatés d'avance.

(En milliers d'euros)	Charges	Produits
Charges/produits d'exploitation 31/12/2006	(1) 263 734	10 183
Charges/produits d'exploitation 31/12/2005	(1) 239 516	3 338
(1) IS sur plus-values latentes au 31 décembre 2006	261 213	
(1) IS sur plus-values latentes au 31 décembre 2005	237 761	

Élément 10. - Différence d'évaluation sur éléments fongibles de l'actif circulant (en milliers d'euros).

Valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie		
Nature des éléments d'actif circulant	Montant au bilan	Valeur de marché
Valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie au 31 décembre 2006	2 242 914	2 974 435
Valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie au 31 décembre 2005	2 207 596	2 870 315

Élément 11. - Composition du capital social.

	Nombre	Valeur nominale
1. Actions/Parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	10 125 897	8 euros
2. Actions/Parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	10 125 897	8 euros

Élément 12. - Identité de la société mère consolidant globalement les comptes de la société.

	% Intégration
Groupe Industriel Marcel Dassault, 9, rond-point des Champs Élysées - Marcel Dassault, 75008 Paris	50,55 %

Élément 13. - Réserves.

(En milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Écart de réévaluation	4 305	4 305
Réserve légale	8 101	8 101
Autres réserves	71 332	71 332
Report à nouveau	1 521 503	1 360 849
Total	1 605 241	1 444 587

Réserve d'écarts de réévaluation :

(En milliers d'euros)	Variation de la réserve de réévaluation			
	Montant au début de l'exercice	Mouvements 2006		Montant à la fin de l'exercice
		Diminutions dues aux cessions	Autres variations	
Terrains	3 784	0	0	3 784
Participations	521	0	0	521
Total	4 305	0	0	4 305
Réserve de réévaluation (1976)	4 305	0	0	4 305

Élément 14. - Variation des capitaux propres au cours de l'exercice.

1. Résultat de l'exercice :

Libellés (en milliers d'euros)	2006	2005
Résultat comptable :		
milliers d'euros	224 943	260 901
Euro par action	22,21	25,77
Variation des capitaux propres hors résultat de l'exercice :		
milliers d'euros	33 204	59 028
Euro par action	3,28	5,83

Dividendes :		
milliers d'euros	(1) 74 932	100 246
Euro par action	(1) 7,40	9,90
<i>(1) Proposés à l'assemblée générale ordinaire.</i>		

2. Tableau de variations des capitaux propres hors résultat de l'exercice :

Libellés	Avant affectation résultat 2005 31/12/2006	Après affectation résultat 2005 31/12/2006
A -		
1. Capitaux propres à la clôture de l'exercice 2005 hors résultat de l'exercice	1 770 883	1 770 883
2. Résultat 2005 avant affectation	260 901	
3. Affectation du résultat 2005 à la situation nette par l'assemblée générale ordinaire		160 654
4. Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2006	2 031 784	1 931 537
B - Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice 2006		0
1. Variation du capital		0
2. Variation des autres postes		0
C - (= A4 + B) capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2006		1 931 537
D - Variation en cours d'exercice hors résultat 2006		33 204
1. Variation du capital		0
2. Variation des primes, réserves		0
3. Variation des provisions relevant des capitaux propres		0
4. Contreparties de réévaluation - réserve		0
5. Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement		33 204
6. Autres variations		0
E - Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 12 / 2006 hors résultat 2006 avant assemblée générale ordinaire. (= C + D)		1 964 741
F - Variation totale des capitaux propres au cours de l'exercice 2006 hors résultat 2006 (= E - C)		33 204

3. Impôt latent (en milliers d'euros) :

Provisions réglementées hors provisions pour investissements : 131 161 X 34,43 % = 45 159.

Élément 15. - État des provisions.

Nature des provisions (en milliers d'euros)	Montant au début de l'exercice	Autres mouvements	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Montant en fin d'exercice
Provisions réglementées :					
Pour investissements	109 110	0	(3) 30 297	(3) -11 654	127 753
Pour hausse des prix	54 434	0	(3) 7 999	(3) -7 682	54 751
Amortissements dérogatoires	62 149	0	(3) 19 409	(3) -5 165	76 393
Pour crédit à moyen terme export	0	0	(3) 0	(3) 0	0
Plus-values réinvesties	17	0	(3) 0	(3) 0	17
Total I	225 710	0	57 705	-24 501	258 914
Provisions pour risques et charges :					
D'exploitation	409 788	0	(1) 150 882	(1) -87 416	473 254
Financiers	0	0	(2) 950	(2) 0	950
Exceptionnels	12 544	0	(3) 0	(3) -9 531	3 013

Total II	422 332	0	151 832	-96 947	477 217
Provisions pour dépréciation :					
Sur immobilisations :					
Incorporelles	0	0	(1) 0	(1) 0	0
Corporelles	0	0	(1) 0	(1) 0	0
Financières	0	0	(2) 0	(2) 0	0
Sur stocks et en-cours	105 171	0	(1) 117 527	(1) -105 171	117 527
Clients et comptes rattachés	166 742	0	(1) 163 050	(1) -166 742	163 050
Total III	271 913	0	280 577	-271 913	280 577
Total général des provisions	919 955	0	490 114	-393 361	1 016 708
Dotations, reprises et transferts de charges :					
D'exploitation			(1) 431 459	(1) -359 329	
Financières			(2) 950	(2) 0	
Exceptionnelles			(3) 57 705	(3) -34 032	
			490 114	-393 361	

Détail des provisions pour risques et charges :

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant au début de l'exercice	Autres mouvements	Augmentation dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant en fin d'exercice
Provisions pour risques et charges :					
Pour coûts des départs retraites et médailles du travail	160 000		51 079	-16 079	195 000
Pour garantie	173 227		33 113	-15 000	191 340
Prestations de Services et travaux restant à réaliser	76 561		66 690	-56 337	86 914
D'exploitation	409 788	0	150 882	-87 416	473 254
Pour perte de change	0		950		950
Financiers	0	0	950	0	950
Programme préretraites Casa et divers	12 544			-9 531	3 013
Exceptionnels	12 544	0	0	-9 531	3 013
Total général des provisions pour risques et charges	422 332	0	151 832	-96 947	477 217

- Provisions pour coûts des départs retraites et médailles du travail : les engagements sont provisionnés en totalité pour les obligations restant à courir et calculés pour l'ensemble du personnel suivant la méthode des unités des crédits projetés : la simulation de la carrière est pondérée par la table de mortalité du code des assurances et par le taux de rotation du personnel constaté (variable suivant l'âge). Le coût de départ est retenu au prorata du nombre d'années d'ancienneté du salarié à la clôture de l'exercice par rapport à son espérance totale d'années de carrière. Le calcul prend en compte les hypothèses annuelles suivantes : augmentation des salaires : 3,65 %, taux d'actualisation : 4,2 % et taux d'inflation : 2 %.

- Provisions pour garantie : les provisions pour garantie tiennent compte de l'évolution de la flotte en service et des marchés livrés.

- Préretraites Casa et divers : l'essentiel de ce poste concerne le financement de la période d'inactivité des salariés bénéficiant du plan de préretraites Casa (signé en 2002) jusqu'à leur retraite.

Élément 16. - Emprunts et dettes financières.

(En milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	57 841	118
Emprunts et dettes financières divers (2)	243 220	235 980
Total	301 061	236 098
(1) Dont soldes créditeurs de banque	57 741	0
(2) Dont emprunts participatifs	0	0

Élément 17. - État des échéances des dettes.

(En milliers d'euros)	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an et 5 ans au plus	Dont à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	57 841	57 760	46	35
Emprunts et dettes financières divers (2)	243 220	32 871	210 349	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	575 666	575 666	0	0
Dettes fiscales et sociales	218 471	215 874	2 597	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5 879	5 879	0	0
Autres dettes	89 273	89 273	0	0
Total	1 190 350	977 323	212 992	35
(1) Dont soldes créditeurs de banque	57 741	57 741	0	0
(2) Dont emprunts participatifs	0	0	0	0

Élément 18. - Autres dettes et comptes de régularisation.

(En milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Dettes fiscales et sociales	218 471	209 454
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5 879	11 867
Autres dettes diverses	89 273	104 253
Produits constatés d'avance	10 183	3 338
Compte de régularisation passif	1 385	877
Total	325 191	329 789

Élément 19. - Charges à payer. (en milliers d'euros).

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2006	31/12/2005
Emprunts et dettes financières	6 430	6 305
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	422 148	408 419
Autres dettes et comptes de régularisation	195 857	204 934
Total	624 435	619 658

Élément 20. - Éléments relevant de plusieurs postes du bilan (en milliers d'euros).

Postes du bilan	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou créances représentées par des effet de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation	
Participations	155 191	79 717	0
Prêts	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	108 780	0	0
Créances clients et comptes rattachés	50 367	0	57
Créances diverses	0	0	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	138 193	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	72 547	0	65 655
Autres dettes diverses	0	0	0

Élément 21. - Ventilation du chiffre d'affaires (en milliers d'euros).

	31/12/2006	31/12/2005
A. Répartition par produits :		
Produits finis	2 426 292	1 886 913
Prestations de services	427 169	1 082 872
Total	2 853 461	2 969 785
B. Répartition par zone géographique :		
France	1 041 852	1 382 135
Etranger	1 811 609	1 587 650
Total	2 853 461	2 969 785

Élément 22. - Frais de recherche et développement.

Les dépenses de recherche et de développement sont enregistrées en charge dans l'exercice au cours duquel elles sont constatées et représentent :

(En milliers d'euros)	2006	2005
Charges de recherche et développement	-256 884	-259 311

La stratégie et les axes d'efforts de la société en matière de recherche et de développement sont décrits dans le rapport de gestion.

Élément 23. - Résultat financier.

(En milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Produits de participation	2 801	3 181
Produits d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	59	61
Autres intérêts et produits assimilés	9 201	6 460
Reprises sur provisions :		
Perte de change	0	11 075
Titres de participation (1)	0	3 521
	0	14 596
Différence positive de change	0	0
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	13 905	8 100
Total produits financiers	25 966	32 398
Dotations et provisions :		
Perte de change	-950	0
Titres de participation	0	0
	-950	0
Intérêts et charges assimilés	-8 677	-8 746
Différence négative de change		
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement	0	0
Total charges financières	-9 627	-8 746
Résultat financier	16 339	23 652

(1) Reprise provision titres Embraer.

Élément 24. - Résultat exceptionnel.

(En milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Produits des cessions d'éléments d'actif :		
Immobilisations corporelles	2 520	17 145
Immobilisations financières	45	153
	2 565	17 298
Autres produits exceptionnels	240	1 076
Reprises sur provisions :		
Investissement	11 654	15 879
Hausse des prix	7 682	3 694
Crédit moyen terme export	0	1 491
Amortissements dérogatoires	5 165	10 720
Plus-values réinvesties	0	0
Casa	9 531	14 917
	34 032	46 701
	36 837	65 075
Charges exceptionnelles opération de gestion	0	0
Valeur comptable des éléments cédés :		
Immobilisations incorporelles	0	0
Immobilisations corporelles	-3 484	-17 111
Immobilisations financières	-78	-150
	-3 562	-17 261
Autres charges exceptionnelles (1)	-9 778	-15 621
Dotations aux provisions réglementées :		
Investissement	-30 297	-26 294
Hausse des prix	-7 999	-5 419
Crédit moyen terme export	0	0
Amortissements dérogatoires	-19 409	-17 086
	-57 705	-48 799
Autres provisions exceptionnelles	0	0
	-71 045	-81 681
Résultat exceptionnel	-34 208	-16 606

(1) Dont charges Casa : 9 531 en 2006 ; 14 917 En 2005

Élément 25. - Ventilation de la charge d'impôt sur les bénéfices.

(En milliers d'euros)	Résultat avant impôts	Impôts (IS)	Impôts(PVLT)	Résultat après impôts
Résultat courant	468 217	- 173 925	0	294 292
Résultat exceptionnel (y compris participation et intéressement)	-123 189	53 840	0	-69 349
Résultat comptable	345 028	-120 085	0	224 943
		-120 085		

Élément 26. - Engagements financiers.

(En milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Aval et cautions concernant :		
Les filiales	56 133	61 751

Les participations	0	0
Autres	0	0
Total	56 133	61 751

(En milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Marchés à livrer à terme - Solde à facturer	11 583 200	9 983 100
Marchés à recevoir à terme - Solde à payer	1 835 783	1 695 553
Commandes d'immobilisations	11 371	17 647
Total	13 430 354	11 696 300

Élément 27. - Dettes garanties par des sûretés réelles.

(En milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours garantis par cautions bancaires	985 271	1 080 648
Total	985 271	1 080 648

Élément 28. - Instruments financiers : portefeuille d'opérations de change en dollars.

Dassault Aviation a un risque de change sur les produits de vente des avions Falcon qui sont pour la quasi-totalité libellés en dollars US. Seule une part de ses dépenses est encourue dans la même devise (achats notamment). Dassault Aviation est donc exposé à un risque de change, que la société couvre partiellement en utilisant des contrats de vente à terme et le cas échéant des options de change.

Les instruments financiers détenus par Dassault Aviation sont valorisés ci-dessous à leur valeur de marché.

La valeur de marché correspond aux montants reçus ou payés en cas de résiliation totale du portefeuille, dont la contre-valeur en euros est calculée sur la base du cours du dollar à la clôture. Ce mode de valorisation ne permet pas d'évaluer les résultats réels qui seront réalisés à la date d'échéance des opérations, dans la mesure où il n'est pas tenu compte des variations futures du cours.

La valeur de marché du portefeuille n'est donnée qu'à titre indicatif.

Au cours de valorisation du portefeuille, le taux de couverture prévu ne génère pas de pertes sur les opérations commerciales couvertes.

Valeur de marché	Milliers de dollars US	Milliers d'euros
Au 31 décembre 2006 :		
Options de change	7 645	5 805
Opérations à terme	686 567	521 311
Total	694 212	527 116
Au 31 décembre 2005 :		
Options de change	-4 377	-3 711
Opérations à terme	515 540	437 010
Total	511 163	433 299

Élément 29. - Incidence des évaluations fiscales dérogatoires.

(En milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Résultat de l'exercice	224 943	260 901
Impôts sur les bénéfices	120 085	117 009
Résultat avant impôts	345 028	377 910
Variation des provisions réglementées	14 561	48 613
Dont :		
Amortissements dérogatoires	14 244	48 379
Provision pour hausse des prix	317	1 725
Provision pour plus-values réinvesties	0	0
Provision pour crédit moyen terme export	0	-1 491
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôts)	359 589	426 523

Élément 30. - Accroissements et allègements de la dette future d'impôts.

(En milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Accroissements :		
Provisions réglementées :		
Hausse des prix	54 751	54 434
Crédit moyen terme export	0	0
Amortissements dérogatoires	76 393	62 149
Total	131 144	116 583
Accroissements de la dette future d'impôts	45 153	40 140
Allègements :		
Provisions non déductibles l'année de la comptabilisation :		
Participation des salariés	74 981	86 967
IDR	195 000	160 000
Autres provisions partiellement non déductibles (organic, clients, stocks, garantie, divers,...) :	129 700	65 726
Total	399 681	312 693
Allègements de la dette future d'impôts	137 610	107 660
Moins-values à long terme	31	0

Élément 31. - Rémunération des mandataires sociaux.

Le montant global des rémunérations perçues par les mandataires sociaux, dont le détail est communiqué dans le rapport de gestion, s'élève à 1 580 004 euros pour 2006.

Élément 32. - Effectif moyen.

	Personnel salarié	Personnel intérimaire mis à disposition de l'entreprise
Cadres	4 346	
Agents de maîtrise et techniciens	2 442	
Employés	677	43
Ouvriers	1 149	243
Total	8 614	286
Effectif moyen 2005	8 774	232

Élément 33. - Informations environnementales.

La société Dassault Aviation a comptabilisé à l'actif du bilan au titre des investissements environnementaux un montant de 2.390 milliers d'euros et a porté en charges environ 2.450 milliers d'euros dans l'exercice, consacrés à des études de risques, d'impacts et de conformité réglementaire. Dassault Aviation n'a pas eu à comptabiliser de passifs environnementaux.

Élément 34. - Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices.

(En milliers d'euros à l'exception du 3 en euros / action.)

Nature des indications	2002	2003	2004	2005	2006
1. Situation financière en fin d'exercice :					
A. capital social	81 007	81 007	81 007	81 007	81 007
B. nombre des actions émises	10 125 897	10 125 897	10 125 897	10 125 897	10 125 897

2. Résultat global des opérations effectives :					
A. chiffre d'affaires hors taxes	2 760 715	2 801 410	2 810 343	2 969 785	2 853 461
B. bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	606 487	445 677	375 732	434 310	483 736
C. impôts sur les bénéfices	156 613	74 046	101 710	117 009	120 085
D. bénéfice après impôts, amortissements et provisions	250 358	233 348	226 640	260 901	224 943
E. montant des bénéfices distribués	84 045	77 969	77 969	100 246	(1) 74 932
3. Résultat des opérations réduit à une seule action en euros :					
A. bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	44,4	36,7	27,1	31,3	35,9
B. bénéfice après impôts, amortissements et provisions	24,7	23,0	22,4	25,8	22,2
C. dividende versé à chaque action	8,3	7,7	7,7	9,9	(1) 7,4
4. Personnel :					
A. effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	8 816	8 857	8 800	8 774	8 614
B. salaires et traitements	369 221	382 500	385 616	393 883	407 858
C. charges sociales	182 458	186 826	188 100	194 380	198 836
5. Montant de la participation du personnel	89 981	70 971	75 547	86 967	74 981
6. Montant de l'intéressement	14 000	14 000	14 000	14 000	14 000

(1) *Proposé à l'assemblée générale ordinaire.*

Élément 35. - Inventaire des valeurs mobilières détenues en portefeuille au 31 décembre 2006.

(en milliers d'euros)	Nombre de parts ou d'actions	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Valeurs mobilières de placement :				
B.M.T.N		0	0	0
Bons de caisse/trésor/capitalisation		67 014	0	67 014
Fonds commun de placement		1 610 529	0	1 610 529
Sicav de trésorerie et divers		565 371	0	565 371
Total I		2 242 914	0	2 242 914
Titres de participation :				
Secteur aéronautique - spatial :				
Corse Composites Aéronautiques	184 139	996	0	996
Dassault Aéro Service	5 000	106	0	106
Dassault Falcon Service	229 990	59 453	0	59 453
Dassault International	10 960	19 236	0	19 236
Dassault International(USA) Inc.	5 050	3 727	0	3 727
Dassault Falcon Jet - actions ordinaires	88 612	3 068	0	3 068
Dassault Falcon Jet - actions préférentielles	69 877	4 699	0	4 699
Dassault Procurement Services	1 000	28 965	0	28 965
Embraer	15 697 318	75 575	0	75 575
Eurotradia International	21 625	3 099	0	3 099
Secbat	717	11	0	11
Sogitec Industries	12 478	25 348	0	25 348
Divers		36	0	36
Secteur divers :				

Dassault Assurances Courtage	9 983	457	0	457
Dassault - Réassurance	261 469	10 132	0	10 132
Total II		234 908	0	234 908
Autres titres immobilisés :				
Diverses sociétés 1 % construction		7	0	7
Sofema	4 998	161		161
Sofresa	6 000	3 924	0	3 924
Total III		4 092	0	4 092
Total général (I+II+III)		2 481 914	0	2 481 914

VI. - Rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Dassault Aviation, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification des appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes. Opinion sur les comptes annuels. - Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Justification de nos appréciations. - En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance en particulier les éléments suivants :

Les résultats pour les contrats de longue durée sont constatés selon la méthode à l'avancement.

Conformément à la norme professionnelle applicable aux estimations comptables, et sur la base des informations disponibles à ce jour, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses établies par la Direction sur lesquelles se fondent les estimations des résultats à terminaison de ces contrats et leur évolution, revoir les calculs effectués, comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie du rapport.

Vérifications et informations spécifiques. - Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels ;

- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi qu'aux engagements pris en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 15 février 2007.

Les commissaires aux comptes :

Mazars & Guérard :
Serge Castillon ;

Deloitte & Associés :
Philippe Mouraret.

VII. - Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du Président du conseil d'administration, pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Dassault Aviation et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de Commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en oeuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président ;
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de Commerce.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 15 février 2007.
Les commissaires aux comptes

Mazars & Guérard :
Serge Castillon ;

Deloitte & Associés :
Philippe Mouraret.

0701979